ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.057/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 25 juillet 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant les méthodes dans le cadre de l'exercice d'activités de surveillance au moyen de systèmes de suivi", a donné le 12 novembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.057/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juli 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de methodes bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten door middel van volgsystemen", heeft op 12 november 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. En vertu de l'article 1er, § 1er, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, une entreprise de gardiennage fournit à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de :

1° surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;
2° protection de personnes;
3° surveillance et protection de transport de valeurs;
4° gestion de centraux d'alarme;
5° surveillance et contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans des lieux accessibles au public.

Un service interne de gardiennage exerce les activités visées à l'article 1er, § 1er, 1°, 2°, 3° ou 5°.

En vertu de l'article 1er, § 4, les centraux d'alarme sont ceux destinés à prévenir ou constater des délits contre des personnes ou des biens.

Le projet d'arrêté a pour but de régler les activités des centrales de surveillance, celles-ci étant définies comme les centrales équipées pour localiser, ou suivre et/ou intervenir à distance sur les biens munis d'un système de suivi dans le but de prévenir ou de constater des infractions.

Les centrales de surveillance sont donc des catégories particulières de centraux d'alarme.

Par ailleurs, l'article 8, § 5, alinéa 1er, de la loi du 10 avril 1990, précitée, dispose :

> "Le Roi peut déterminer des conditions dans lesquelles les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent utiliser certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs missions. Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, pour qu'ils prennent des mesures afin de garantir une sécurité maximale.".

Quels que soient les exemples qui ont été donnés dans les travaux préparatoires, cette disposition est claire et d'une portée tout à fait générale. Elle donne donc un fondement légal suffisant pour réglementer le fonctionnement des centrales de surveillance et des systèmes de suivi, à tout le moins, dans les limites qui seront précisées sous les observations générales qui suivent.

II. L'article 8, § 5, alinéa 1er, de la loi du 10 avril 1990, précitée, qui sert de fondement légal au projet, permet uniquement d'imposer des obligations aux entreprises de gardiennage mais non à leurs clients, sauf lorsqu'il s'agit de missions de surveillance et de protection de transport de valeurs.

Il en résulte, comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, qu'à l'article 3 du projet, les mots "des obligations découlant des dispositions du présent arrêté" visent les obligations des entreprises de gardiennage et non, comme on aurait pu le croire, celles de "l'utilisateur habituel" (1). Le texte de l'article 3 doit être précisé afin d'éviter toute ambiguïté.

III. Il convient d'examiner dans quelle mesure le projet d'arrêté peut régler les relations entre les entreprises de gardiennage, d'une part, les autorités judiciaires et les services de police, d'autre part, alors que cette matière fait déjà l'objet de dispositions légales, à savoir :

1° le Code d'instruction criminelle qui détermine la manière dont les renseignements relatifs à une infraction sont recueillis par les autorités judiciaires, et notamment l'article 30 qui dispose :

> "Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au procureur du Roi soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu où l'inculpé pourra être trouvé";

---

(1) Voir l'observation formulée sous l'article 1er.

2° l'article 10 de la loi du 10 avril 1990, précitée, qui dispose :

"Sans préjudice de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les entreprises de sécurité, les membres du personnel de ces entreprises ou services et les personnes travaillant pour leur compte communiquent sans délai aux autorités judiciaires, chaque fois qu'elles le demandent, toutes les informations relatives aux délits dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités";

3° l'article 42, alinéa 1er, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police qui dispose :

"Lorsqu'il est mis en danger dans l'exercice de sa mission ou lorsque des personnes sont en danger, tout fonctionnaire de police peut requérir l'aide ou l'assistance des personnes présentes sur place. En cas d'absolue nécessité, il peut de même requérir l'aide ou l'assistance de toute autre personne utile." (2) .

Les dispositions du projet d'arrêté qui ne font que préciser, sans y déroger, la manière dont les entreprises de gardiennage doivent remplir ces obligations peuvent être admises. Tel est le cas de l'article 8 qui indique comment, après avoir constaté la disparition "illicite" (3) d'un bien, la centrale de surveillance en informe les autorités, à savoir le point de contact policier.

L'article 12, § 1er, du projet limite la communication des informations utiles à l'hypothèse d'infractions punissables d'un emprisonnement d'au moins cinq ans. Ce faisant, cette disposition limite le champ d'application de l'article 10 de la loi du 10 avril 1990, précitée, ce qui n'est pas admissible. Il est, dès lors, suggéré de fusionner les paragraphes 1er et 2 en un seul alinéa rédigé comme suit :

---

(2) L'aide et l'assistance peuvent consister, par exemple, à fournir du matériel en possession de la personne requise et à l'employer si cette utilisation exige des qualifications particulières que la personne réquisitionnée possède (Giles L. Bourdoux, Eddy de Raedt, Alain Duchatelet, Juvenal Seurynck, Manuel pour les fonctionnaires de police dirigeants. La loi sur la fonction de police. Editions Politeia ASBL, 1993, p.183).

(3) Voir l'observation formulée sous l'article 6.

"Art. 12. En cas de fuite faisant suite à la commission d'infractions punissables d'un emprisonnement d'au moins cinq ans, ou en cas de situations de danger pour les usagers de la voie publique, causées par un véhicule muni d'un système de suivi, la centrale de surveillance procède à l'une des actions visées à l'article 11 à la demande du point de contact policier, sans procéder aux vérifications prévues aux articles (...) [4].".

Enfin, l'article 13, § 2, doit lui aussi être omis, puisque la façon dont les autorités judiciaires recueillent des renseignements est entièrement réglée par le Code d'instruction criminelle et, notamment, par les dispositions sur les auditions et les perquisitions.

IV. Le petit nombre d'articles de l'arrêté en projet ne justifie pas une division de celui-ci en titres et en chapitres, qui alourdissent le texte. Mieux vaut, dès lors, omettre ces divisions.

Les auteurs du texte en projet modifieront en conséquence les références formulées à certains de ces titres et chapitres, aux articles 10, 11, et 12, § 2, du projet.

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

L'intitulé de l'arrêté en projet doit être plus explicite; mieux vaut le rédiger de la manière suivante :

"Arrêté royal relatif aux activités des centrales de surveillance.".

---

(4) Voir l'observation générale IV relative à la division de l'arrêté en projet en titres et en chapitres.

Préambule

Alinéa 1er

Mieux vaut écrire :

"Vu ..., notamment l'article 8, § 5, modifié par les lois du 18 juillet 1997 et du 10 juin 2001;".

Alinéa 2

Il convient de mentionner le numéro et la date de l'avis du Conseil d'Etat de la manière suivante :

"Vu l'avis 32.057/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 novembre 2001;".

Dispositif

Article 1er

1. Afin d'éviter de donner à la centrale de surveillance une définition qui se rapproche trop de celle du système de suivi, il est conseillé de définir la première comme étant l'installation qui gère les systèmes de suivis dans le but de prévenir ou constater la disparition d'un bien, sa détérioration ou sa destruction.

2. Dès lors que le projet contient des définitions, il convient que celles-ci permettent une meilleure compréhension des notions utilisées et ne se contentent pas de les exprimer de manière tautologique.

Or, au 4°, le rapprochement de l'expression "utilisateur habituel" - qui semble claire en elle-même - avec la définition qui en est donnée est critiquable. Il est suggéré de remplacer la définition de l'"utilisateur habituel" par celle de la "personne de contact", comme étant la personne, ou l'une des personnes, que l'entreprise de gardiennage doit prévenir en cas de disparition, destruction ou détérioration du bien dont elle assure la surveillance.

Dans la suite du projet, les mots "utilisateur habituel" doivent, en conséquence, être remplacés par les mots "personne contact".

3. Au point 5, il serait plus précis d'écrire : "... constatée, de quelque manière que ce soit, par la centrale de surveillance mais non vérifiée par la personne de contact.".

Article 2

Cette disposition est inutile et doit, dès lors, être omise.

Article 3

1. Il est renvoyé à l'observation générale II.

2. Par ailleurs, la notion de "contrat portant sur les activités visées dans le présent arrêté" est peu précise.

Mieux vaut écrire :

"Art. 3. Lors de la conclusion d'un contrat impliquant le recours à une centrale de surveillance, l'entreprise de gardiennage remet au client une copie du présent arrêté.".

Article 4

Cette disposition ne précise pas quelles sont les données qui sont communiquées au point de contact policier. L'article 4 doit être complété afin de fournir cette précision.

Article 5

1. Cette disposition pourrait être interprétée comme interdisant à la centrale de surveillance de fournir au point de contact policier d'autres informations que celle relative à la localisation du bien surveillé. Selon le fonctionnaire délégué, l'article 5 a seulement pour but de prévoir que la centrale de surveillance ne peut fournir des informations à d'autres personnes ou instances que le point de contact policier. L'article 5 doit, dès lors, être modifié afin de traduire plus exactement cette intention.

2. Il appartient à l'auteur du projet de préciser si cette communication peut néanmoins avoir lieu avec l'accord de la personne de contact notamment pour éviter d'intervenir dans les relations contractuelles souscrites par cette dernière.

Article 6

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa. Elle doit, en conséquence, être omise.

Il est suggéré de remplacer les mots "illicite" et "licite" par "anormale" et "normale".

La même observation vaut pour les articles 8 et 9.

Article 7

Cet article mentionne l'existence d'un message de disparition apparemment suspecte transmis au moyen d'un double bouton poussoir.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il est de mauvaise technique réglementaire de mentionner un système trop précis qui ne correspondrait plus à brève échéance avec les appareils ou les techniques développés par l'industrie.

Article 8

Au paragraphe 2 en projet, mieux vaut remplacer les tirets par des chiffres "1°, 2°, 3°, 4°, ...".

La même observation vaut pour l'article 11 du projet.

Article 9

Cette disposition prévoit une sanction pour les entreprises de gardiennage qui signalent au point de contact policier la disparition d'un objet qui s'avère ne pas être "illicite" (5).

Cette sanction semble excessive dans la mesure où l'on ne voit pas comment une entreprise de gardiennage pourrait s'assurer de manière suffisamment certaine qu'une disparition est "illicite" (6) ou non.

(5) Voir l'observation formulée sous l'article 6.

(6) Voir l'observation formulée sous l'article 6.

Article 11

La mention des "autres actions déterminées par les autorités compétentes" est trop vague et doit être précisée.

Article 14

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Observations finales d'ordre linguistique

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est de piètre qualité du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et, à titre d'exemple, que sont faites les propositions de texte qui suivent.

Article 1er

Au 3°, les mots "dat toelaat" doivent être omis.

Au 7°, il faut écrire "aangewezen" au lieu de "aangeduid".

Article 4

Le mot "geactualiseerde" doit être remplacé par le mot "bijgewerkte".

Article 5

Le terme "lokalisatie" signifie "plaatsbepaling". Par conséquent, mieux vaut écrire "plaats" au lieu de "lokalisatie".

Article 7

Il faut écrire "in afwijking van" au lieu de "in afwijking op".

En outre, la syntaxe "... beperkt ... er zich toe ... trachten te bereiken" est erronée du point de vue grammatical.

Article 9

Les mots "vatbaar voor sanctionering" doivent être remplacés par le mot "strafbaar".

Article 10

Il faut écrire "Zodra" au lieu de "Van zodra", "ten minste" au lieu de "tenminste", de même que "niet meer start" au lieu de "niet meer kan heropstarten".

Article 13

Les mots "werd afgeleverd" doivent être remplacés par les mots "is afgegeven".

Algemene opmerkingen

I. Krachtens artikel 1, § 1, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten levert een bewakingsonderneming aan derden blijvend of tijdelijk diensten van :

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;
2° bescherming van personen;
3° toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden;
4° beheer van alarmcentrales;
5° toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op voor het publiek toegankelijke plaatsen.

Een interne bewakingsdienst oefent de activiteiten uit genoemd in artikel 1, § 1, 1°, 2°, 3° of 5°.

Krachtens artikel 1, § 4, gaat het bij alarmcentrales om centrales bestemd om strafbare feiten tegen personen of goederen te voorkomen of vast te stellen.

Het ontwerpbesluit heeft tot doel de activiteiten van bewakingscentrales te regelen, waarbij bewakingscentrales worden gedefinieerd als centrales "uitgerust voor het lokaliseren, of het volgen en/of het interveniëren van op afstand, van goederen uitgerust met een volgsysteem, met de bedoeling misdrijven te voorkomen of deze vast te stellen".

Bewakingscentrales zijn dus bijzondere categorieën van alarmcentrales.

Bovendien bepaalt artikel 8, § 5, eerste lid, van de genoemde wet van 10 april 1990 :

> "De Koning kan voorwaarden bepalen waaronder de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bij het uitoefenen van hun opdrachten gebruik kunnen maken van bepaalde middelen en methodes. Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van die dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen.".

Welke voorbeelden in de parlementaire voorbereiding ook zijn gegeven, deze bepaling is duidelijk en heeft een volkomen algemene strekking. Ze levert dus voldoende rechtsgrond op om de werking van bewakingscentrales en volgsystemen te regelen, althans binnen de perken die onder de hierna volgende algemene opmerkingen worden aangegeven.

II. Op de voet van artikel 8, § 5, eerste lid, van de eerdergenoemde wet van 10 april 1990, dat de rechtsgrond van het ontwerp vormt, kunnen alleen verplichtingen worden opgelegd aan bewakingsondernemingen, maar niet aan hun cliënten, behalve indien het gaat om taken in verband met de toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, betekent dit dat de woorden "van de verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van dit besluit", in artikel 3 van het ontwerp, betrekking hebben op de verplichtingen van bewakingsondernemingen en niet, zoals men zou hebben kunnen denken, op die van de "gewoonlijke gebruiker" (1). De bewoordingen van artikel 3 moeten worden verduidelijkt om verwarring te voorkomen.

III. Er behoort te worden onderzocht in welke mate het ontwerpbesluit de verhoudingen kan regelen tussen enerzijds de bewakingsondernemingen en anderzijds de gerechtelijke overheden en politiediensten, terwijl die aangelegenheid al bij de wet is geregeld, namelijk bij :

1° het Wetboek van Strafvordering, dat bepaalt hoe de gerechtelijke autoriteiten inlichtingen over een strafbaar feit inwinnen, en inzonderheid bij artikel 30, dat bepaalt :

> "Ieder die getuige is geweest van een aanslag, hetzij tegen de openbare veiligheid, hetzij op iemands leven of eigendom, is eveneens verplicht daarvan bericht te geven aan de procureur des Konings, hetzij van de plaats van de misdaad of van het wanbedrijf, hetzij van de plaats waar de verdachte kan worden gevonden";

---

(1) Zie de opmerking onder artikel 1.

2° artikel 10 van de eerdergenoemde wet van 10 april 1990, dat bepaalt :

> "Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van strafvordering en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de beveiligingsondernemingen, de personeelsleden van die ondernemingen of diensten en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijld alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen";

3° artikel 42, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, dat bepaalt :

> "Wanneer hij in gevaar gebracht wordt bij het vervullen van zijn opdracht of wanneer personen in gevaar zijn, kan ieder politieambtenaar de hulp of bijstand vorderen van de ter plaatse aanwezige personen en in geval van absolute noodzaak kan hij eveneens de hulp of bijstand vorderen van enig ander nuttig persoon." (2).

De bepalingen van het ontwerpbesluit, waarin de manier waarop bewakingsondernemingen die verplichtingen moeten nakomen alleen maar wordt toegelicht, zonder dat ervan wordt afgeweken, kunnen worden aanvaard. Dat is het geval met artikel 8, dat aangeeft hoe de bewakingscentrale, na de "ongeoorloofde" (3) vermissing van een goed te hebben vastgesteld, zulks meldt bij de overheid, namelijk bij het politieel meldingspunt.

Luidens artikel 12, § 1, van het ontwerp, worden nuttige inlichtingen alleen meegedeeld wanneer het gaat om strafbare feiten waarop een gevangenisstraf van ten minste vijf jaar staat. Daardoor beperkt die bepaling de werkingssfeer van artikel 10 van de bovengenoemde wet van 10 april 1990, wat niet kan worden aanvaard. Bijgevolg wordt voorgesteld de paragrafen 1 en 2 samen te voegen tot één enkel lid, luidende :

---

(2) De hulp en bijstand kan bijvoorbeeld bestaan in het verschaffen van apparatuur die in het bezit is van de gevorderde persoon en in het bezigen daarvan wanneer het gebruik van die apparatuur bijzondere vaardigheden vereist die de gevorderde persoon bezit (Giles L. Bourdoux, Eddy de Raedt, Alain Duchatelet, Juvenal Seurynck, Manuel pour les fonctionnaires de police dirigeants. La loi sur la fonction de police. Uitgeverij Politeia vzw, 1993, blz. 183).

(3) Zie de opmerking onder artikel 6.

"Art. 12. In geval van vlucht na het plegen van een strafbaar feit waarop een gevangenisstraf van ten minste vijf jaar staat of in geval van situaties die gevaar opleveren voor gebruikers van de openbare weg veroorzaakt door een voertuig voorzien van een volgsysteem, onderneemt de bewakingscentrale op verzoek van het politieel meldingspunt één van de acties genoemd in artikel 11, zonder de verificatieprocedures te verrichten beschreven in de artikelen (...) [(4)].".

Tot slot moet ook artikel 13, § 2, vervallen, aangezien de manier waarop de gerechtelijke overheden inlichtingen inwinnen volledig geregeld wordt in het Wetboek van Strafvordering, inzonderheid in de bepalingen over het verhoor en de huiszoeking.

IV. Het ontworpen besluit bevat slechts een klein aantal artikelen, zodat de indeling van dat besluit in titels en hoofdstukken, die de tekst verzwaart, onterecht is. Het is dus beter dat die indeling vervalt.

De stellers van het ontwerp moeten de verwijzingen naar sommige van die titels en hoofdstukken, in de artikelen 10, 11 en 12, § 2, van het ontwerp, dienovereenkomstig wijzigen.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het opschrift van het ontworpen besluit behoort explicieter te zijn en kan beter als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de activiteiten van bewakingscentrales.".

---

(4) Zie algemene opmerking IV over de indeling van het ontwerpbesluit in titels en hoofdstukken.

Aanhef

Eerste lid

Het is beter te schrijven :

"Gelet op ..., inzonderheid op artikel 8, § 5, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 10 juni 2001;".

Tweede lid

Het nummer en de datum van het advies van de Raad van State behoren als volgt te worden vermeld :

"Gelet op advies 32.057/2 van de Raad van State, gegeven op 12 november 2001;".

Dispositief

Artikel 1

1. Om te voorkomen dat de definitie van "bewakingscentrale" te dicht aanleunt bij die van "volgsysteem", is het raadzaam "bewakingscentrale" te definiëren als een inrichting die de volgsystemen beheert teneinde de vermissing, beschadiging of vernieling van een goed te voorkomen of vast te stellen.

In het vervolg van de tekst dient het woord "verdwijning" bijgevolg te worden vervangen door het woord "vermissing".

2. Aangezien het ontwerp definities bevat, moeten die het mogelijk maken de gebruikte begrippen beter te verstaan en moeten die meer inhouden dan het herhalen van die begrippen met andere woorden.

In 4° is het gelegde verband tussen het begrip "gewoonlijke gebruiker" - dat op zich duidelijk lijkt - en de begripsomschrijving ervan evenwel vatbaar voor kritiek. Voorgesteld wordt de definitie van "gewoonlijke gebruiker" te vervangen door die van "contactpersoon", te definiëren als de persoon of een van de personen die door de bewakingsonderneming moet worden ingelicht in geval van vermissing, vernieling of beschadiging van het goed dat door haar wordt bewaakt.

In het vervolg van het ontwerp dienen de woorden "gewoonlijke gebruiker" te worden vervangen door het woord "contactpersoon".

3. Wat 5° betreft, zou het nauwkeuriger zijn te schrijven : "Verdacht geachte vermissing [(5)] van een goed die op enigerlei wijze door de bewakingscentrale is vastgesteld, maar niet door de contactpersoon is geverifieerd.".

Artikel 2

Deze bepaling is overbodig en behoort dus te vervallen.

Artikel 3

1. Zie algemene opmerking II.

2. Bovendien is het begrip "bewakingsovereenkomst, houdende de activiteiten bedoeld in dit besluit" vrij vaag.

Het zou beter zijn te schrijven :

---

(5) Deze woorden dienen bijgevolg te worden gebruikt in het vervolg van de tekst.

"Art. 3. Bij het sluiten van een overeenkomst waarbij een bewakingscentrale wordt ingeschakeld, bezorgt de bewakingsonderneming aan de cliënt een afschrift van dit besluit.".

Artikel 4

In deze bepaling wordt niet verduidelijkt welke gegevens aan het politieel meldingspunt worden meegedeeld. Artikel 4 moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 5

1. Deze bepaling zou zodanig kunnen worden opgevat dat de bewakingscentrale aan het politieel meldingspunt geen andere inlichtingen mag verstrekken dan die betreffende de plaats waar het bewaakte goed zich bevindt. Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft artikel 5 alleen tot doel te bepalen dat de bewakingscentrale geen inlichtingen mag verstrekken aan andere personen of instanties dan het politieel meldingspunt. Artikel 5 moet dus zodanig worden gewijzigd dat die bedoeling beter tot uiting komt.

2. De steller van het ontwerp behoort te verduidelijken of die inlichtingen toch mogen worden verstrekt met instemming van de contactpersoon, onder meer om inmenging in de contractuele relaties van de contactpersoon te voorkomen.

Artikel 6

Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. De paragrafen behoren te vervallen.

Voorgesteld wordt de woorden "ongeoorloofd" en "geoorloofde" te vervangen door de woorden "abnormale" en "normale".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 8 en 9.

Artikel 7

Dit artikel heeft het over het bestaan van "een melding van veronderstelde verdachte verdwijning" (6), die door middel van een dubbele drukknop wordt doorgezonden.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat het geen goede regelgevingstechniek is al te exact een systeem op te geven dat op korte termijn mogelijk niet meer overeenstemt met de toestellen of technieken die door de industrie worden ontwikkeld.

Artikel 8

In de ontworpen paragraaf 2 zou het beter zijn de streepjes te vervangen door cijfers "1°, 2°, 3°, 4°, ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 11 van het ontwerp.

Artikel 9

Deze bepaling voorziet in een sanctie voor bewakingsondernemingen die bij het politieel meldingspunt de vermissing van een goed melden die niet "ongeoorloofd" blijkt te zijn (7).

---

(6) Lezen "vermissing".

(7) Zie de opmerking onder artikel 6.

Die sanctie lijkt buitensporig, omdat niet duidelijk is hoe een bewakingsonderneming zich met voldoende zekerheid ervan zou kunnen vergewissen of een vermissing "ongeoorloofd" [8] is of niet.

Artikel 11

De woorden "Andere acties bepaald door de bevoegde overheden" zijn te vaag en moeten worden verduidelijkt.

Artikel 14

Er is geen reden om van de gewone regel betreffende de inwerkingtreding van koninklijke besluiten af te wijken.

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik van geringe kwaliteit. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

In onderdeel 3° zouden de woorden "dat toelaat" moeten vervallen.

In onderdeel 7° schrijve men "aangewezen" in plaats van "aangeduid".

---

[8] Zie de opmerking onder artikel 6.

Artikel 4

Het woord "geactualiseerde" behoort te worden vervangen door het woord "bijgewerkte".

Artikel 5

De term "lokalisatie" betekent "plaatsbepaling". Daarom schrijve men "plaats" in plaats van "lokalisatie".

Artikel 7

Men schrijve "in afwijking van" in plaats van "in afwijking op".

Bovendien moet een "te" worden ingevoegd tussen de woorden "contactpersoon" en "trachten te bereiken".

Artikel 9

De woorden "vatbaar voor sanctionering" moeten worden vervangen door het woord "strafbaar".

Artikel 10

Men schrijve "Zodra" in plaats van "Van zodra", "ten minste" in plaats van "tenminste" en "niet meer start" in plaats van "niet meer kan heropstarten".

Artikel 13

De woorden "werd afgeleverd" moeten worden vervangen door de woorden "is afgegeven".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
de Heren		kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'Etat,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	F. DELPÉRÉE,	assesseurs de la section de législation,
	J. van COMPERNOLLE,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame	B. VIGNERON,	greffier,
Mevrouw		griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS